

## L'histoire des "possédants" anglophones au Québec

Gary Caldwell

Volume 2, numéro 1, 1978

Minorités ethniques nationalismes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/000877ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/000877ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

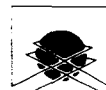
Caldwell, G. (1978). L'histoire des "possédants" anglophones au Québec. *Anthropologie et Sociétés*, 2(1), 167–182. <https://doi.org/10.7202/000877ar>

---

# L'HISTOIRE DES "POSSÉDANTS" ANGLOPHONES AU QUÉBEC

---

Garry Caldwell



Nous engageons ici la réflexion sur un sujet peu connu (Stein 1977). Nous essaierons de reconstruire dans ses grandes lignes l'évolution historique de la population anglophone du Québec depuis son apparition. Nous distinguerons trois périodes: avant 1945, la période allant de l'après-guerre à la loi 22 (1974), et enfin de la loi 22 jusqu'à maintenant. Comme le laisse déjà présager cette délimitation, l'auteur, en raison surtout de son ignorance de l'histoire socio-économique non encore colligée de cette population, privilégie le dernier quart de siècle. On pourrait peut-être rétorquer que c'est au cours de ce dernier quart de siècle que cette population s'est trouvée projetée comme entité distincte, pour la première fois — et peut-être la dernière — sur la scène de l'histoire. Mais nous dépassons déjà là le premier volet de notre réflexion, un essai d'analyse socio-historique de cette population, pour tomber dans le deuxième qui, tout en étant un prolongement du premier, est plus spéculatif: un examen des perspectives d'avenir qui s'offrent au Québec anglophone. Après quelques distinctions d'ordre conceptuel, nous nous lancerons alors sur un terrain relativement inconnu. Espérons que nos erreurs possibles et nos analyses non suffisamment fondées inspireront à d'autres d'apporter des précisions et des contre-thèses.

Nous parlerons de *la population anglophone* plutôt que d'une ou de plusieurs populations ethniques, comme le font plusieurs auteurs, parce que nous estimons que le cadre analytique captant mieux le mécanisme social en oeuvre au Québec est celui d'une relation dynamique entre majorité et minorité. Nous choisissons ce cadre analytique dont le point de départ est une relation de déséquilibre de pouvoir entre deux entités qui se distinguent culturellement et qui se mobilisent autour de leur identité propre pour mieux promouvoir leurs intérêts respectifs face à la menace de l'autre. Les processus en jeu donnent comme résultat la consolidation territoriale de la minorité, la création et le maintien de barrières sociales entre la minorité et la majorité et, chez la minorité, une tradition de résistance qui sert à renforcer le mécanisme déjà en place. Le terme de majorité implique donc une suprématie de pouvoir politique, découlant d'une supériorité économique, militaire, ou autre mais n'implique pas, nécessairement, une majorité numérique. Actuellement au Québec, ce mécanisme met en présence une majorité et une minorité qui s'identifient et se distinguent sur le plan linguistique: la frontière la plus ressentie en ce moment est la langue. La population francophone est passée, par une évolution historique, du statut

de minorité canadienne française au Canada à celui de majorité francophone au Québec. Parce que la relation majorité-minorité se définit en termes de pouvoir, et parce que les francophones au Québec sont en train de se légitimer comme puissance politique, nous voyons analytiquement la population anglophone du Québec comme une minorité, en puissance au moins.

## ▣ La population anglophone du Québec avant 1945

Cette population anglophone dont nous parlons — c'est-à-dire tous ceux qui adoptent l'anglais plutôt que le français<sup>1</sup> comme langue usuelle — représente environ un cinquième de la population québécoise: cette proportion est restée sensiblement la même depuis au moins un siècle et demi (voir la colonne 5 du tableau 1). Le tableau 1 distingue la population du Québec selon l'origine ethnique pour la période de 1844 à 1911. Puisque les personnes d'origine ethnique autre que française ou anglaise ne constituaient pas une proportion significative de la population québécoise avant 1911, et comme il n'existait pas de données selon la langue avant 1931, nous avons assimilé "non francophones" à "anglophones". Ainsi, la proportion des anglophones et francophones est demeurée remarquablement stable. En terme de nombre, il y avait déjà un quart de million d'anglophones en 1855; en 1971 plus d'un million de personnes au Québec ont déclaré que leur langue d'usage à la maison n'était pas le français.

Mais là s'arrête la similitude démographique entre la population francophone et celle qui s'identifie comme anglophone. Contrairement à la population francophone, cette dernière a connu depuis toujours un degré très élevé de ce qu'on pourrait appeler "roulement démographique". Même au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, comme on peut le constater à la colonne 4 du tableau 1, la proportion d'anglophones n'étant pas nés au Québec oscillait autour de quarante pour cent. Cet état de roulement démographique inévitable en période de colonisation ne s'est pas normalisé avec le temps. Les facteurs responsables de cet état de chose pendant la période de l'après-guerre sont bien connus (Maheu et Charbonneau 1973, Caldwell 1974). En gros, c'était la migration des éléments les plus enracinés de cette population vers les autres provinces canadiennes et l'insertion de la plupart des immigrants dans le milieu anglophone qui avaient pour résultat ce va-et-vient démographique considérable. Sellar dans son livre **The Tragedy of Quebec** (Sellar 1974) en témoigne: parlant des six comtés de Stanstead, Sherbrooke, Waterloo, Missisquoi, Brome et Huntingdon, il constate la présence de 56,000 protestants en 1867 et il remarque que "appearances pointed to its (le nombre de protestants) increase, for each summer saw the number enlarged by immigrants from Britain"; pourtant en 1911 presque un demi-siècle plus tard, on ne dénombrait que 57,926 protestants (Sellar 1974:197-198).

**TABLEAU 1**  
**la composition de la population québécoise selon l'origine ethnique: 1844-1911\***

Année	1	2**	3	4	5	6	7	8
	Population totale	Anglais	Français	Anglais nés à l'ext. du Québec	Anglais % du total 2/1	Anglais nés à l'ext. du Québec, % des Anglais 4/2	Accroissement de la popul. totale en %	Accroissement de la popul. anglaise en %
1844	697,084	166,876	524,244	81,216	24%	49%	—	—
1851	890,261	216,712	669,887	79,602	24%	37%	28%	30%
1861	1,111,566	260,564	850,564	93,240	23%	36%	25%	20%
1871	1,199,684	259,599	929,817	NA	22%	—	8%	0%
1881	1,359,898	285,207	1,073,820	NA	21%	—	13%	10%
1901	1,648,898	324,825	1,322,115	73,653	20%	23%	—	—
1911	1,986,387	445,559	1,605,347	NA	22%	—	20%	37%

\* Il n'existe pas de statistiques sur la langue comme telle avant 1931.

\*\* Pour les années 1844, 1851, et 1861, tous ceux qui sont nés au Canada sont classés comme Anglais ou Français. Les limitations des données oubliées dans les recensements en question imposent une telle présentation. Par conséquent, pour ces trois années la colonne regroupe tous ceux d'origine ethnique anglaise et ceux des ethnies qu'on désigne aujourd'hui comme "autres", c'est-à-dire ni anglaises ni françaises.

Cette faiblesse structurelle prend plus de relief face à l'absence presque complète d'un tel roulement chez la population francophone habitant le même territoire. Malgré des "sorties" importantes de francophones depuis le milieu du 19e siècle, l'absence d'"entrées" en nombre significatif a produit l'une des populations les plus démographiquement homogènes du monde moderne. Dans un vaste échantillon (ASOPE 1974) prélevé au cours de l'année scolaire 1971-1972 on constate que même alors, 88% des parents des écoliers francophones du niveau secondaire étaient nés au Québec.

Parmi les anglophones du Québec, les personnes qui peuvent parler d'un passé familial comptant quatre générations au Québec sont des exceptions suffisamment peu nombreuses pour que le cas échéant on le souligne. Par contre, chez les francophones, rares sont ceux qui n'ont pas derrière eux sept générations d'ancêtres québécois. Depuis la conquête anglaise (1759) jusqu'à tout récemment, l'immigration francophone au Québec a été négligeable. Démographiquement la population québécoise francophone de cinq millions est largement le fruit de la croissance naturelle des dix mille immigrants français qui sont venus au Québec avant la conquête anglaise. Il est intéressant de noter qu'au 20e siècle, le nombre annuel moyen d'immigrants anglophones arrivant au Québec dépasse ce chiffre.

La répartition géographique de la population anglophone fut par le passé très dispersée. Il y a eu des peuplements anglophones de conséquence sur la Côte Nord, dans la péninsule de Gaspé, dans la ville et la région de Québec, dans les Cantons de l'Est, dans la vallée de l'Outaouais et, bien sûr, dans la ville et la région de Montréal. Dans le cas d'une partie de la Côte Nord, de la plupart des Cantons de l'Est et des régions supérieures de l'Outaouais, le peuplement original fut anglophone. Il y a même eu, pendant la période de colonisation des années trente, des colonies anglophones (deux).

Cependant, avec le temps, la population anglophone est devenue de plus en plus centrée sur la région de Montréal où demeurent actuellement plus de 80% des anglophones, ce qui indique une concentration sur Montréal plus forte que celle des francophones. Il en est résulté que les groupements anglophones hors de la région de Montréal sont aujourd'hui, avec l'exception possible de ceux des Cantons de l'Est et de la ville de Québec, très isolés, démographiquement fragiles et démunis sur le plan institutionnel.

En grande partie à cause de son instabilité démographique, la population anglophone du Québec a toujours connu une fragmentation culturelle. Sur le plan ethnique, il y a eu des sous-populations anglaises, américaines, écossaises, irlandaises et juives, auxquelles se sont ajoutées d'autres ethnies: nordiques, slaves, et dernièrement des ethnies méditerranéennes. Effectivement, les Anglo-Saxons constituaient en 1971 moins de la moitié de la population non francophone<sup>2</sup>. Ce découpage ethnique se doublait d'un important découpage religieux; les Irlandais, les Juifs et les Italiens n'étant pas des protestants. La pertinence de ces différences religieuses est très bien

reflétée dans les expériences historiques vécues au Québec par les premières vagues d'Irlandais, de Juifs et d'Italiens. Tous ont fini par se ranger solidement du côté de la minorité anglophone après avoir connu, grâce au mécanisme majorité/minorité, un sort spécial et complexe dû au fait qu'ils n'étaient pas protestants<sup>3</sup>. Même aujourd'hui les éléments anglo-catholiques et juifs sont loin d'éprouver, en tant que tels, la même sécurité culturelle que connaissent les anglo-protestants, même si à eux deux (anglo-catholiques et juifs) ces groupes représentent la moitié de la population non francophone du Québec<sup>4</sup>. Néanmoins, ils étaient et sont en partie intégrante de la majorité d'autrefois devenue aujourd'hui minorité.

Disons quelques mots maintenant de cet aspect constitutif important d'une culture qu'est le sens d'identification, d'appartenance de ses représentants, qui se développe à partir de leur expérience familiale et de leur socialisation politique. Les anglophones du Québec avaient en général un sentiment certain d'attachement à leur localité immédiate et au Canada anglais. En revanche, il n'existait pas chez eux — à l'exception d'un groupe très restreint d'hommes d'affaires et de professionnels montréalais du 19e siècle participant à un capitalisme local et par conséquent québécois<sup>5</sup> — une identification québécoise. Nulle part dans l'intelligentsia anglophone — dotée pourtant de bases institutionnelles considérables — trouvait-on des foyers d'activités intellectuelle et culturelle s'inspirant de leur expérience vécue au Québec<sup>6</sup>. A titre d'illustration, c'est un anthropologue américain qui, dans les années quarante de notre siècle, fut le premier à porter à l'attention des milieux académiques celtiques l'existence de groupes parlant le gaélique au Québec<sup>7</sup>. Même en 1975 quand on s'est mis à étudier sérieusement pour la première fois le peuplement galéique du Québec, l'initiative est venue de l'extérieur du Québec (Musée de l'homme à Ottawa) et fut motivée et menée par un immigrant écossais fraîchement arrivé au Canada<sup>8</sup>. D'ailleurs cette aliénation culturelle des anglophones du Québec vis-à-vis leur propre histoire s'explique en grande partie par le fait que les anglophones nés au Québec n'ont jamais été très nombreux parmi l'élite culturelle (professeurs d'université, clergé, journalistes, etc.) anglophone du Québec<sup>9</sup>. Pour prendre un cas contemporain extrême, sur dix-sept professeurs de géographie actuellement en fonction à l'université McGill, seulement deux sont nés au Canada, sans parler du Québec.

Même sur le plan de la stratification sociale la population anglophone a toujours été plus fractionnée que pourraient le laisser croire les stéréotypes rattachés au mécanisme social majorité-minorité. Ceux qui connaissent l'histoire des ghettos urbains irlandais de Québec et de Montréal, les luttes des ouvriers juifs de l'industrie montréalaise du textile dans la période de l'entre-deux guerres<sup>10</sup> ou la misère des familles rurales de la Gaspésie, de l'Outaouais et de la région de Mégantic, ne se complaisent pas dans ces stéréotypes, même s'ils reconnaissent que le capital mercantile anglais a dominé tour à tour les deux grandes métropoles de la nation québécoise, Québec et Montréal.

## ▣ Les mutations en milieu anglophone pendant la période de l'après-guerre

Alors que la population anglophone du Québec sortait de la deuxième guerre mondiale avec une identification canadienne intensifiée par les pertes subies pour la Patrie — on pense, par exemple, à ce que représente la tragédie de Hong Kong pour le milieu anglophone des Cantons de l'Est<sup>11</sup> — elle subissait à son insu une série de changements structurels.

Si le Québec anglophone était déjà instable démographiquement avant la guerre, il est devenu un véritable carrefour par la suite. L'échantillon prélevé par ASOPE (1974:118) nous permet de constater que pour l'année scolaire 1971-1972, moins de la moitié (44%) des parents des écoliers anglophones du niveau secondaire étaient nés au Québec. A cause de la rareté de candidats nés ici, les positions d'influence en milieu anglophone sont de plus en plus accordées à des personnes socialisées ailleurs, ce qui a tendance à renforcer le manque de socialisation des jeunes d'ici vis-à-vis du Québec. Ce processus n'est sûrement pas étranger au fait que de tous les jeunes anglophones qui ont quitté l'école secondaire en 1971, un tiers n'étaient déjà plus au Québec en 1976<sup>12</sup>. De plus, contrairement à ce qui s'était passé avant la guerre, la plupart (jusqu'à 90% dans les années soixante-dix) des immigrants anglophones s'assimilent depuis la guerre au milieu anglophone avec l'effet d'intensifier le rythme de roulement démographique de la population anglophone. Dans les années cinquante, seulement la moitié de l'accroissement de la population de langue maternelle anglaise était naturel, l'autre moitié étant le fruit de transferts linguistiques et de l'immigration anglophone (Caldwell 1974:111).

Ce pouvoir assimilateur accru, de concert avec un certain nombre d'autres facteurs, a contribué à faire du groupe anglophone, aux yeux du Québec francophone, une menace démographique intérieure. Après avoir été minée démographiquement en tant que minorité francophone au Canada (Maheu 1970), la nation canadienne française s'était mise — selon notre modèle analytique — à se consolider dans le territoire où elle avait des ressources politiques. Cette consolidation, sitôt accomplie, elle voyait émerger une nouvelle menace démographique, mais cette fois de l'intérieur. A part le pouvoir assimilateur du milieu anglophone, les facteurs responsables de cette nouvelle conjoncture ont été une immigration disproportionnellement anglophone, une migration francophone vers l'Ontario et la célèbre chute de la fécondité des québécois francophones. C'est cette menace démographique, confirmée vers la fin des années soixante, surtout dans la région de Montréal, véritable métropole où habitent la plus grande partie des Québécois francophones, qui a été l'un des grands leviers de mobilisation de la nouvelle majorité. Même Robert Bourassa avait la hantise d'un danger "démographique". Il faut noter en passant, qu'à ce moment-là les milieux anglophones n'ont jamais voulu reconnaître l'existence d'une telle menace démographique pour le groupe majoritaire.

Contrairement à l'influence du roulement démographique dont nous venons de parler, un important changement structurel, dans le domaine institutionnel, allait entraîner un certain élément d'intégration de la population anglophone: la centralisation de l'enseignement public. La réforme de l'éducation au Québec réalisée à l'intérieur des deux contraintes de la religion et de la langue a eu pour conséquence de créer le seul réseau institutionnel anglophone québécois qui rejoigne tous les anglophones du Québec<sup>13</sup>. Il est compréhensif, centralisé et, de surcroît, financé à même les fonds publics.

Auparavant l'école anglaise était déjà l'élément institutionnel le plus central du milieu anglophone (Sellar 1974); après cette réforme, le système d'éducation anglophone est devenu le champion et même l'avant-garde du mouvement de résistance contre la consolidation des francophones en majorité. Cette centralisation a entraîné la mise sur pied — comme en milieu francophone — de toute une phalange d'organisations connexes (centrales syndicales, associations d'administrateurs scolaires, association de directeurs d'école, fédération d'associations de parents, etc.) financés directement ou indirectement par l'Etat et qui n'ont à rendre des comptes qu'au milieu anglophone: ces organisations constituent un potentiel politique considérable.

Toujours dans le domaine des changements structurels, un autre processus de centralisation institutionnel (sans être unique non plus au milieu anglophone) a eu des conséquences considérables pour cette population. Nous pensons à la concentration à Montréal des médias d'information de langue anglaise et leur intégration subséquente aux réseaux pan-canadiens: à part le **Sherbrooke Record**, il n'existe plus de quotidien anglophone hors de Montréal. C'est à Montréal qu'on retrouve les deux grands quotidiens (le **Montreal Star** et le **Gazette**) et les succursales québécoises des deux chaînes canadiennes de télévision (CBC et CTV). Cette situation rend les Québécois anglophones dépendants de ce nombre très restreint d'institutions pour leur perception de ce qui se passe au Québec; mais, de plus, ces quatre institutions montréalaises, possédées et contrôlées de l'extérieur du Québec, ont un personnel cadre surtout non québécois d'origine<sup>14</sup>.

Et finalement, on ne peut quitter le domaine des considérations d'ordre structurel sans faire au moins allusion aux changements possibles de la stratification socio-économique de la population anglophone, et à la place de cette population à l'intérieur du système de stratification sociale de la population québécoise dans son ensemble. Nous savons depuis le rapport de la *Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme* en 1969, qu'en 1960 l'anglophone unilingue québécois avait, en moyenne, un revenu de 95% supérieur à celui d'un francophone unilingue. Selon les études effectuées depuis, surtout à la lumière des données du recensement de 1971, ce décalage socio-économique entre les deux populations s'est rétréci: l'écart



entre les unilingues anglophones et francophones est passé de 95% à 62% (Boulet 1976). Pourtant, il est moins certain qu'à éducation égale cet écart ait été réduit en proportion (Vaillancourt 1977) et la situation privilégiée du milieu anglophone montréalais semble encore exercer un pouvoir d'assimilation notable (Veltham 1976). Malheureusement nous avons encore trop peu de renseignements sur les inégalités qui existent au sein de la population anglophone, un champ d'investigation presque vierge.

Nous quittons maintenant des considérations d'ordre structurel pour passer à des facteurs culturels qui sont peut-être plus diffus mais dont on ne doit pas sous-estimer l'influence sur l'univers symbolique du Québec anglophone de l'après-guerre. Bien que le phénomène soit généralisé et bien connu au Canada anglais, il est passé plus inaperçu au Québec en raison de l'instabilité démographique aiguë et du manque de continuité culturelle qui en est résulté. Nous invoquons ici, évidemment, la pénétration culturelle américaine. Au Québec, cette influence américaine diffuse et omniprésente, sur une population déjà dépourvue culturellement, a entraîné une coupure intellectuelle et culturelle presque totale des anglophones du Québec vis-à-vis du Canada anglais: ce dernier ne pouvait plus être un pôle d'attraction culturel suffisamment fort pour faire contrepoids à l'influence américaine envahissante. Par ailleurs, le fait que les grands centres intellectuels juifs et catholiques de langue anglaise les plus proches soient aux Etats-Unis n'a pas atténué cet alignement culturel vers le sud.

Ce qui précède nous amène à une évaluation globale de cette population à la veille de la loi 22, le point tournant dans l'histoire des relations entre anglophones et francophones au Québec. La population anglophone n'avait ni la stabilité démographique ni la tradition culturelle ou le leadership nécessaire pour en faire une communauté, c'est-à-dire une collectivité dont les membres partagent une expérience commune en fonction de laquelle ils peuvent communiquer entre eux pour formuler un projet de société commun. Il ne s'agit donc plus d'une communauté mais simplement d'une *population* anglophone. En l'absence des éléments essentiels à une communauté, on a vu surtout des factions représentant des intérêts assez particuliers (le milieu associé au capitalisme mercantile dans le passé<sup>15</sup> et l'"establishment" scolaire dernièrement) (Caldwell 1975) se charger de parler et d'agir pour les anglophones. Pour terminer cette section sur le Québec anglophone de l'après-guerre, je voudrais raconter une anecdote qu'un de mes amis a vécu en 1975. L'incident, bien que peut-être caricatural, est véridique; il illustre bien certaines des particularités du milieu anglophone pour la période en question. Travaillant à la tribune de la presse à l'Assemblée Nationale, cet ami descend sur la terrasse Dufferin et rencontre une jeune anglophone. Cette jeune femme est originaire de Montréal et diplômée de McGill; au moment de la rencontre elle travaillait comme orienteur dans un CEGEP anglophone de Montréal. Arrivée au bout de la terrasse, elle s'arrête et lui demande perplexe: "Comment s'appelle ce fleuve là-bas? "

## ▣ Le projet de loi 22 et la confrontation avec la majorité

C'est à partir de la crise du projet de loi 22 que les milieux académiques se sont penchés sur la population anglophone du Québec. Il existe donc une certaine littérature analytique de la période 1974-1977; la plupart des contributions figurent dans l'article de Michael Stein (1977:292). N'ayant pas beaucoup à ajouter, nous nous bornerons à un bref survol de cette période qui est la plus importante pour la population anglophone depuis la conquête anglaise.

Entre la loi 22 et la loi 101, un changement perceptible s'est fait jour sans aucun doute; les anglophones du Québec, du moins l'élite, ont cessé de se considérer comme partie de la majorité anglophone du Canada, pour se percevoir comme la minorité anglophone du Québec. Même lors de la crise du projet de loi 22, le discours de leurs représentants contenait l'expression "majorité anglophone", expression qui, en une brève période de trois ans, a cédé le pas à un plaidoyer en faveur "des droits de la minorité anglophone". L'article de Stein (1977) renferme un commentaire détaillé sur ce changement de "statut et de perceptions d'eux-mêmes opéré chez le million de Québécois non francophones".

De plus, au moment du débat sur le projet de loi 101, on a vu l'émergence d'un certain leadership anglophone qui a su concevoir la possibilité que les intérêts à long terme de la population anglophone du Québec ne soient peut-être pas identiques à celui du Canada anglais, à celui des banques à charte et des compagnies d'assurance<sup>16</sup> ou même à celui du puissant lobby scolaire. Parmi les différentes manifestations de cette prise de conscience aussi réelle que soudaine et d'une véritable responsabilité sociale, on peut remarquer allant de la gauche à la droite, trois groupes représentant des positions diverses<sup>17</sup>: le Comité anglophone pour un Québec unifié, Participation Québec et le Positive Action Committee.

Des trois, c'est le dernier qui prétend parler pour "la communauté anglophone québécoise" dans son ensemble<sup>18</sup>. Effectivement il a pu, dans un premier temps, rallier à ses vues le monde des affaires et le lobby scolaire qui avait porté le flambeau depuis la loi 22 jusqu'au 15 novembre 1976. Par rapport à ses prétentions, la faiblesse du Positive Action Committee, si faiblesse il y a, réside dans ses assises sociales, qui se limitent surtout aux hautes sphères de la structure sociale du Québec anglophone. Le caractère un peu ad-hoc de sa démarche se traduit par la contradiction apparente de deux déclarations solennelles faites à court intervalle l'une de l'autre. Dans un geste qui reflète cette responsabilité sociale nouvelle au sein de l'élite anglophone, Alex Patterson a rappelé à l'ordre les anglophones qui criaient au totalitarisme, et même à l'Hitlérisme, lors du dépôt du projet de loi 101 (Patterson 1977).

Pourtant, sept mois plus tard, Positive Action annonçait que la législation contenait "measures which threatened basic human freedoms and aimed at the suppression of the Anglophone and other non-Francophone communities in the province". Ils ne laissent pas de doutes quant aux intentions qu'ils prêtent au gouvernement:

"The passage of the legislation has conveyed a message to all non-Francophones in the province that is clear and unequivocal: the present government in Quebec does not respect their right to continue as healthy, viable and creative minorities".

Positive Action, 1977

Plus loin ils précisent:

"There can be no doubt that the original motivation for the school entrance provisions in Bill 101, notably the correction of demographic imbalance, has now transformed itself into a *concerned attempt to bring about the progressive extinction of the English-speaking community in Quebec*". (C'est nous qui soulignons)

Positive Action, 1977

Le groupe Participation Québec, de son côté, reflète la position de jeunes professionnels et leaders dont les intérêts sont plus proches des préoccupations quotidiennes de la population. Résolus à demeurer au Québec, ils sont beaucoup plus prêts à comprendre les prises de position du gouvernement parce qu'ils trouvent normal que certains changements s'opèrent et ils s'y attendent. Ils éprouvent d'ailleurs une certaine méfiance face à l'enthousiasme et aux connaissances toutes récentes des notables du Positive Action concernant le Québec anglophone. Participation Québec, lors d'un symposium tenu à l'automne 1977, en est venu à soulever la nécessité d'intégrer le système scolaire anglophone à celui de la majorité (Participation Québec 1977). Cette proposition que les notables anglophones en place ont réussi à battre en brèche à l'intérieur du Conseil Scolaire de l'île de Montréal (Proulx 1976), démontre bien leur plus grande marge de manoeuvre vis-à-vis des intérêts actuellement en place dans la population anglophone.

Quant au Comité anglophone pour un Québec unifié, on retrouve parmi ses membres, dont le nombre est beaucoup plus restreint que celui des deux autres associations, des professeurs de CEGEP, d'universités et des travailleurs sociaux<sup>19</sup>. Pour leur part ils croient qu'à long terme, les intérêts de la masse de la population anglophone coïncident avec ceux de la masse de la population francophone. Acceptant la politique linguistique sur la base de l'affirmation gouvernementale qu'elle est un prérequis au développement social, ils se préoccupent des dangers de discrimination et des difficultés que rencontreront les travailleurs anglophones pendant la période de transition. Par contre, ayant été formés à l'école d'un socialisme canadien et américain qui est a-nationaliste, ils sont très réticents face à l'indépendance et ne se prononcent pas là-dessus. Par ailleurs, ils réagirent contre une tentative des milieux qui gravitent autour du Positive Action d'organiser un circuit scolaire parallèle au sein des institutions anglophones pour contrecarrer la loi 101.

Pour compléter notre survol de la période de 1974 à 1977, une remarque sur l'évolution du "sub-stratum" démographique de la population anglophone s'impose. Bien que les données de recensement qui pourraient le confirmer ne soient pas encore disponibles, il devient de plus en plus évident que la migration des anglophones du Québec vers les autres provinces s'est accélérée dans la période 1971-1976 par rapport à 1967-1971. Nous référant à l'échantillon AQEM, nous savons que selon les calculs de probabilité, de l'année 1967 à celle de 1971, le pourcentage des jeunes anglophones qui seraient sortis du Québec cinq ans plus tard (c'est-à-dire en 1971 et 1976 respectivement) est passé de 15 à 31 pour cent<sup>20</sup>. Il est difficile de concevoir comment l'élection subséquente du Parti Québécois au pouvoir aurait pu faire autrement que d'accélérer encore cette tendance<sup>21</sup>. Sur cette note nous passons au deuxième volet de notre réflexion, les perspectives d'avenir qui s'offrent à cette population.

#### ☒ Les perspectives d'avenir

Nous parlerons, à tour de rôle, de plusieurs facteurs qui pourraient jouer un rôle dans l'avenir des anglophones du Québec. Evidemment, il est probable que dans la réalité aucun de ces facteurs ne l'emportera totalement sur les autres: on assistera plutôt, sans doute, à un processus dynamique où ces facteurs et d'autres peut-être se répercuteront les uns sur les autres.

De tous les facteurs en cause, l'un de ceux qui devraient avoir le plus de poids est l'accélération des départs des anglophones, du moins pendant un certain temps. Comme nous l'avons vu plus haut, cette tendance existait déjà avant les dernières élections. Alors même que durant la période en question (1971-1976), le nombre total des départs a diminué au Québec, les anglophones eux ont accéléré leurs départs malgré une récession générale. Si l'un des redressements cycliques de l'économie canadienne devait s'amorcer en 1978, le frein que constitue le rétrécissement des occasions d'emploi en Ontario se ferait moins sentir. Actuellement la capacité d'absorption de l'Ontario est presque nulle (plus de personnes partent de l'Ontario qu'il en entre) et c'est l'Alberta qui recueille un grand nombre des personnes qui quittent le Québec et l'Ontario.

Lorsqu'on spéculé sur l'étendue des départs possibles des anglophones, il faut faire entrer en ligne de compte certaines caractéristiques pertinentes de cette population. Nous savons que c'est une population dont la moitié des adultes ont déjà entrepris au moins une migration importante – leur venue au Québec – dans leur vie. Normalement ceux qui ont déjà immigré une fois sont plus enclins à entreprendre la démarche de nouveau. De plus, comme conséquence d'une forte migration passée vers le reste du Canada, ceux qui sont nés au Québec ont presque tous de la parenté ou des amis déjà installés en Ontario ou ailleurs au Canada. A cela s'ajoute le fait que la population

dont nous parlons a subi une socialisation politique qui a produit chez eux une identité québécoise extrêmement faible. Tout cela laisse entrevoir une accélération des départs qui ne seront pas — comme par le passé — compensés par des arrivants anglophones et des transferts linguistiques.

Néanmoins, nombreux sont les Québécois anglophones qui sont sensibles aux avantages que procure la vie au Québec. Dans une société moderne d'échelle réduite et de non-croissance démographique, la vie communautaire est qualitativement différente de celle des grandes régions en croissance. Grâce à la stabilité démographique et au dédoublement des *réseaux* qui se produit dans une telle société, qui bénéficie quand même des facilités de communication modernes et d'un niveau de vie assez élevé, l'on éprouve un sentiment de permanence, d'identité et de participation dont beaucoup sont privés dans les collectivités modernes. Même des anglophones québécois qui en raison de leur unilinguisme, vivent tout à fait en marge de la vie québécoise se disent, en apercevant l'emblème fleur-de-lysé sur les signaux routiers de la route 401, contents d'être de retour *chez eux* lorsqu'ils reviennent d'un voyage en Ontario.

Au fur et à mesure que les jeunes anglophones apprennent le français et s'intègrent à la vie institutionnelle du Québec — ce qui est en train de se faire à grand pas surtout chez l'élite anglophone — ils vont devenir plus sensibles aux avantages d'une société de taille modeste. Il se peut même qu'à l'échelle du continent, une jeunesse qui revalorise "communauté" et "accès à la nature" soit à l'avenir attirée par la plus grande disponibilité de ces deux richesses au Québec. Des exemples de jeunes Anglophones du reste du continent qui sont attirés vers le Québec et qui s'y intègrent sont maintenant légion, bien qu'ils représentent probablement une goutte dans l'océan des départs.

Pour revenir aux anglophones déjà au Québec, il n'y a aucun doute que les enfants de l'élite anglophone québécoise actuelle seront bilingues et même bi-culturels: il est rare aujourd'hui de trouver un professionnel ou un administrateur scolaire ayant l'intention de rester au Québec qui n'envoie pas ses jeunes enfants à l'école française<sup>22</sup>. Evidemment, les masses doivent se contenter de l'école anglaise.

L'effet conjoint de ces deux facteurs, l'accélération du niveau des départs et l'intégration au milieu francophone des jeunes pourrait avoir comme conséquence la disparition des soutiens les plus importants du mécanisme majorité/minorité: l'existence de deux réseaux scolaires qui véhiculent deux univers culturels distincts.

Mais cela n'est pas qu'une issue possible, une éventualité à la fois problématique et lointaine. Plus perceptibles à l'horizon, d'autres possibilités se dressent devant nous. De loin la plus imminente sera la mobilisation

générale des forces du "non" au référendum: mobilisation qui risque fort d'intensifier les processus sous-jacents au mécanisme majorité/minorité en voie de consolidation depuis le confrontation du projet de loi 22.

Cette mobilisation sera sans doute orchestrée par le Parti Libéral du Québec et le Parti Libéral du Canada. On a déjà pu assister à un alignement entre les groupements anglophones les plus importants et ces deux partis. Le Positive Action a déjà été proclamé par Claude Ryan comme le porte-parole des anglophones. L'alliance anglophone-francophone pour un "non" au référendum serait sans doute présentée comme un développement naturel qui est dans la force des choses, plutôt qu'un regroupement inspiré par les Libéraux fédéraux et provinciaux.

Décidément le triumvirat pro-Canada composé par Claude Castonguay, président du comité pré-référendum, Alex Patterson, représentant reçu des anglophones et co-président du Positive Action Committee, et Claude Ryan, admirateur de ces deux hommes et leader probable des libéraux du Québec sera imposant. Heureusement ils sont tous des hommes d'une certaine stature et ils ne laisseraient probablement pas s'installer un fanatisme pouvant entraîner un conflit incendiaire entre anglophones et francophones. Toutefois, ces trois québécois deviennent l'avant-garde de la campagne pour l'unité canadienne.

Une telle mobilisation, de l'intérieur<sup>23</sup> et de l'extérieur, de la population anglophone du Québec consoliderait les frontières entre minorité anglophone et majorité francophone au Québec même. Une mobilisation anglophone réussie suivie d'une faible victoire au référendum accorderait aux anglophones le rôle historique d'avoir frustré, au moins temporairement, les aspirations nationales québécoises.

## ☐ Conclusion

En conclusion, nous devons nous contenter de soulever une série de questions. Les nombreux départs entraîneront-ils une population anglophone de beaucoup réduite mais démographiquement plus stable? Les jeunes anglophones bilingues intégrés à la vie institutionnelle québécoise seront-ils intéressés à maintenir des institutions anglophones? La mobilisation probable des anglophones à l'occasion du référendum aura-t-elle comme conséquence une accélération ou une diminution des départs? Les anglophones formeront-ils un bloc monolithique lors du référendum? Et enfin, l'expérience collective du référendum, créera-t-elle une tradition de "résistance" qui, liée à une stabilité démographique plus grande, jettera les bases d'une "communauté" anglophone québécoise?

## NOTES

1. En 1971, la population québécoise "anglophone" se compose de 14.7% dont la langue d'usage à la maison est l'anglais et 4.5% "autres" dont la grande majorité choisit l'anglais de préférence au français au niveau de l'identification sociale.
2. En 1977, parmi ceux dont la langue maternelle n'était pas le français, 54.4% avaient une origine ethnique autre qu'anglo-saxonne ou française.
3. Dans le cas des Juifs la meilleure illustration est peut-être celle du "jewish school question", voir David Rome dans *Canadian Jewish Archives*, no, 2 et 3. Pour ce qui est des Italiens, voir Cappon 1974, qui décrit bien les tiraillements qu'ils subissent.
4. En 1971 le recensement canadien faisait état de 1,157,665 non-francophones dont 515,675 se déclaraient catholiques, 103,080 juifs et 389,715 protestants. Donc, 618,185 sont catholiques et juifs, soit 53% de tous les non-francophones constituant pour les fins de cette analyse la minorité anglophone.
5. Le poète William Henry Drummond a été de ce milieu.
6. Drummond glorifiait "l'habitant" francophone.
7. Communication verbale de Ian Prattis du Musée de l'Homme d'Ottawa, en 1976 à Lennoxville. En 1975, il restait encore quatorze personnes dans l'aire de peuplement initiale.
8. Le chercheur en question a fait la généalogie de toutes les familles en remontant à leur origine dans les Iles de Lewis.
9. Le présent auteur ne fait pas exception.
10. D'où l'élection d'un Juif communiste au parlement du Québec.
11. La moitié des effectifs canadiens, en provenance en grande partie des Cantons de l'Est, y ont laissé leur peau.
12. Voir l'étude *Out Migration of Anglophone Youth* parrainée par le comité A.Q.E.M. (Anglo Quebec en Mutation) et disponible au département de sociologie de l'université Bishop's.
13. Evidemment les anglophones catholiques tombent sous la juridiction des commissions scolaires francophones, mais, comme on le verra plus loin, le personnel anglophone catholique de ces commissions s'est intégré au réseau d'associations anglophones qui s'est créé parallèlement à la centralisation administrative.
14. Voir l'article de David Thomas "No News is Bad News" dans *Maclean's*, le 12 décembre 1977. Il est à noter que le *Montreal Star* et le *Gazette* sont maintenant tous les deux des propriétés de compagnies non-québécoises. De plus, personnellement, j'ai eu à reprendre la fameuse question démographique qui préoccupe le Québec francophone depuis des années avec au moins trois "générations" de jeunes journalistes et chercheurs travaillant pour les média anglophones.
15. Voir l'affaire du cartel des courtiers écoulant les obligations du gouvernement et la question des subsides gouvernementaux à l'université McGill (*Le Devoir*, le 2 février 1970).

16. La position du groupe Positive Action face à l'action de la "Sun Life" en janvier 1978 en est un bon exemple.
17. Nous ne prétendons sûrement pas donner ici une analyse de la genèse, de l'action ou de l'idéologie de ces groupes.
18. Maintenant, un peu mieux renseigné sur une réalité qu'il ignorait en grande partie au départ, le Positive Action Committee parle d'une population anglophone hétérogène. Voir leur mémoire soumis à la *Commission sur L'Unité Canadienne*.
19. Ils étaient 150 comparés aux 32,000 du groupe Positive Action, bien qu'une telle comparaison soit un peu naïve. Le Positive Action a pu jouir d'une pression sociale très forte à l'intérieur des institutions anglophones — des secteurs d'université et des administrations de commissions scolaires invitaient publiquement leur personnel à appuyer Positive Action — à un point tel que des professeurs sans permanence hésitaient à se déclarer ouvertement en faveur de la position du C.A.Q.U.
20. Voir section quatre de "Migration Findings and comparisons with other provinces".
21. ,Malgré ce qu'en pense Termotte, 1977.
22. On apprend qu'il y a 1500 jeunes écoliers anglophones du "West Island" enrôlés dans des écoles francophones, *Gazette*, le 17 janvier 1977.
23. A ce propos, voir "Why Quebec anglo need a voice", *Montreal Star*, le 25 février 1978, Storrs McCael, co-président de Positive Action.

## BIBLIOGRAPHIE

### A.S.O.P.E.

- 1974 *Aspirations scolaires et Professionnelles des Etudiants*. Faculté des Sciences de l'éducation, Université Laval et Département de sociologie, Université de Montréal.

### BOULET J.A.

- 1976 *Un aperçu du type d'interrelation possible entre la croissance économique et la composition linguistique du marché montréalais*. Ottawa: Conseil Economique.

### CALDWELL G.

- 1974 *A Demographic Profile of the English Speaking Population of Quebec*. Centre international de recherche sur le Bilinguisme, Université Laval, Québec.
- 1975 "The English Speaking Community in the light of the Bill 22 crisis", Communication à l'université Concordia: Symposium Language and Community.

### CAPPON P.

- 1973 *Le conflit entre les Néo-Québécois et les Francophones à Montréal*. Québec: Presses de l'Université Laval.

### MAHEU R.

- 1970 *Les francophones du Canada: 1941-1991*. Ottawa: éditions Parti Pris.



MAHEU R. et Charbonneau H.

1973 "Les Aspects démographiques de la question linguistique" in *La Commission Royale d'Enquête sur le statut de la langue française au Québec*, Synthèse 53. Québec: Editeur officiel.

PARTICIPATION QUEBEC

1977 Voir journaux de Montréal du 1er et 3 octobre 1977.

PATTERSON A.

1977 *Montreal Star*, 18 avril 1977.

POSITIVE ACTION

1977 Déclaration aux journaux de Montréal, 3 septembre 1977.

PROULX J.P.

1976 *La restructuration scolaire de l'Île de Montréal, Problématique et hypothèses de solution*. Conseil scolaire de l'Île de Montréal.

SELLAR R.

1974 *The Tragedy of Quebec: The Expulsion of its protestants farmers*. (1916), (édition originale 1907 à 1916). Toronto: University of Toronto Press.

STEIN M.

1977 "Le rôle des québécois non-francophones", *Etudes Internationales*, VII, 31:292-296.

TERMOTTE M.

1977 *Le bilan migratoire du Québec 1951-1977*. Québec: Ministère d'Etat au développement culturel.

VAILLANCOURT F.

1977 "Revenu et langues, Québec 1961-1971", (manuscrit). Département d'économique, Université de Montréal.

VELTHAM C.

1977 "Les incidences du revenu sur les transferts linguistiques dans la région métropolitaine de Montréal", *Recherches sociographiques*, XVII, 3.